

Le Tribunal administratif
du Québec

*Commission d'examen
des
troubles mentaux
(CETM)*

GUIDE

Mars 2003

TAQ

Québec 

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

**COMMISSION D'EXAMEN
DES
TROUBLES MENTAUX**

(C E T M)

GUIDE

Mars 2003

Cette publication a été rédigée et
produite par le Tribunal administratif
du Québec

Impression : Imprimerie Leroy-Audy

Dépôt légal - 2003

Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-40602-8

Le masculin est utilisé dans ce
texte dans le seul but d'en
alléger la forme et désigne
aussi bien les femmes que les
hommes.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
PARTIE 1 – LA COMMISSION D’EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX	3
UN TRIBUNAL	3
LA CETM NE PEUT AGIR QUE DANS LE CADRE D’UNE AUDIENCE	3
PRÉSIDENTE ET PRÉSIDENTS DÉLÉGUÉS	3
FORMATION D’AU MOINS TROIS MEMBRES	3
FONCTION DE LA CETM	3
PARTIE 2 – LA PROCÉDURE PRÉALABLE À UNE AUDIENCE	4
ABSENCE DE PROCÉDURES INTRODUCTIVES D’INSTANCE	4
LES DÉLAIS	4
<i>La première audience</i>	<i>4</i>
<i>Révisions annuelles</i>	<i>4</i>
<i>Révision à la demande du responsable d’un hôpital.....</i>	<i>5</i>
<i>Révision pour double statut.....</i>	<i>5</i>
<i>Révisions facultatives.....</i>	<i>5</i>
CONVOCATION D’UN TÉMOIN	5
PRODUCTION DE DOCUMENTS	5
ENDROIT OÙ SE TIENNENT LES AUDIENCES	5
<i>Généralement l’endroit où l’accusé est détenu ou suivi.....</i>	<i>5</i>
<i>Audiences par télécomparution.....</i>	<i>6</i>
LOCAL OÙ SE TIENT UNE AUDIENCE	6
<i>Responsabilité de l’hôpital de fournir un local.....</i>	<i>6</i>
<i>Accessibilité et sécurité du local</i>	<i>6</i>
<i>Aménagement du local</i>	<i>6</i>
<i>Local pour avocat.....</i>	<i>6</i>
PARTIE 3 – LES AUDIENCES	7
LES PARTIES	7
<i>Qui sont les parties ?</i>	<i>7</i>
<i>Droits des parties</i>	<i>7</i>
<i>La victime n’est pas une partie.....</i>	<i>8</i>
CARACTÈRE PUBLIC ET ABSENCE DE FORMALISME DES AUDIENCES	8
<i>Audiences publiques</i>	<i>8</i>
<i>Absence de formalisme.....</i>	<i>8</i>
ENREGISTREMENT DES AUDIENCES.....	9
<i>Enregistrement obligatoire</i>	<i>9</i>
<i>Copie de l’enregistrement</i>	<i>9</i>
LANGUE DES PROCÉDURES	9
<i>Français et anglais.....</i>	<i>9</i>
<i>Droit à un interprète</i>	<i>9</i>
<i>Gratuité des services de l’interprète pour l’accusé et certains témoins</i>	<i>9</i>

LA PREUVE	10
<i>Les éléments de preuve</i>	10
<i>Absence de présomption de dangerosité</i>	10
<i>Recherche d'éléments de preuve par la CETM</i>	10
<i>Risque important non démontré</i>	10
<i>Contenu du rapport psychiatrique</i>	11
LA DÉCISION	12
<i>Types de décisions que la CETM peut rendre</i>	12
<i>Le traitement comme condition de remise en liberté</i>	12
<i>Délégation de pouvoir</i>	12
<i>Recours par le responsable de l'hôpital au pouvoir délégué</i>	12
<i>Copie de la décision remise à la fin de l'audience</i>	13
<i>Traduction de documents</i>	13
PARTIE 4 – LA RESPONSABILITÉ DU SUIVI DES DÉCISIONS	13
LA RESPONSABILITÉ DU SUIVI NE RELÈVE PAS DE LA CETM.....	13
LA RESPONSABILITÉ DU RESPONSABLE DE L'HÔPITAL	13
CE QUE LE RESPONSABLE DE L'HÔPITAL PEUT FAIRE LORSQUE L'ACCUSÉ NE RESPECTE PAS LES CONDITIONS IMPOSÉES	13
PARTIE 5 – AUTRES PROCÉDURES	14
LE RENVOI DEVANT LE TRIBUNAL, SANS AUDIENCE (SUR DOSSIER), DANS LES CAS D'INAPTITUDE.....	14
DEMANDE SELON LE FORMULAIRE DE L'ANNEXE 2.....	14
TRANSFÈREMENTS ENTRE HÔPITAUX.....	15
<i>Autorisation préalable de la CETM</i>	15
<i>Hôpitaux désignés</i>	15
<i>Pouvoir de la CETM d'ordonner un transfèrement</i>	15
TRANSFÈREMENTS INTERPROVINCIAUX.....	15
<i>Motifs - recommandation de la CETM - autorisation du procureur général</i>	15
<i>Démarches de la partie qui demande le transfèrement</i>	15
<i>Collaborateurs dans la province où le transfèrement s'effectuerait</i>	16
TRANSFÈREMENTS INTERNATIONAUX.....	16
<i>Absence de procédure</i>	16
POSSIBILITÉ POUR UN ACCUSÉ DE QUITTER LE QUÉBEC POUR UNE PÉRIODE DÉFINIE	16
<i>Droit et restrictions à ce droit</i>	16
<i>Désaccord entre l'accusé et l'équipe traitante</i>	16
APPEL D'UNE DÉCISION DE LA CETM.....	17
<i>Cour d'appel du Québec</i>	17
ANNEXE 1 : Les hôpitaux désignés	19
ANNEXE 2A : Renvoi au tribunal sur dossier (inapte) consentement de l'accusé	23
ANNEXE 2A : Renvoi au tribunal sur dossier (inapte) consentement du responsable de l'hôpital	25

AVANT-PROPOS

La loi traite de façon particulière les personnes atteintes de troubles mentaux qui ont commis un délit. Elles font l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux. Elles ne sont pas déclarées coupables des accusations portées contre elles, mais ne sont pas acquittées non plus. Elles ne sont donc pas automatiquement libérées. On doit d'abord évaluer l'importance du risque qu'elles représentent pour la sécurité du public.

Il incombe à la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) de procéder à cette évaluation et, le cas échéant, de déterminer les mesures à prendre pour assurer la protection de la société.

La CETM est l'un des tribunaux administratifs les plus mal connus. En fait, la plupart des gens n'en ont jamais entendu parler et ceux qui sont au courant de son existence connaissent souvent fort peu sa raison d'être, ses fonctions, ses pouvoirs et responsabilités et son fonctionnement.

Le présent guide a été rédigé à l'intention de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, sont concernés par son activité.

Ce guide est divisé en cinq parties :

- Partie 1 : présentation de la CETM et de son fonctionnement;
- Partie 2 : description de la procédure préalable à une audience – les délais, les avis aux parties, la convocation des témoins, l'endroit où se tiennent les audiences, etc.;
- Partie 3 : tout ce qui a trait aux audiences – les parties, leurs droits, la preuve, le déroulement d'une audience, etc.;
- Partie 4 : responsabilité du suivi des décisions rendues par la CETM;
- Partie 5 : autres procédures relatives à une audience.

Le contenu de ce guide n'a pas valeur de règlement, de règles de pratique ou de procédure. Ce guide n'est pas, non plus, un recueil de directives ou de conseils juridiques.

Les articles 2, 16 et 672.1 à 672.95 du Code criminel demeurent la référence pour ceux qui veulent prendre connaissance de la place faite aux troubles mentaux en droit criminel. On y trouve les règles particulières qui régissent les procédures devant la CETM. Les dispositions de la Loi sur la justice administrative ou celles des Règles de procédure du Tribunal administratif du Québec ne s'appliquent pas dans le cadre de ces procédures.

PARTIE 1 – LA COMMISSION D’EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX

UN TRIBUNAL

1. La Commission d’examen des troubles mentaux (CETM) est un tribunal administratif créé en vertu du Code criminel. Elle rend des décisions (elle ne fait pas de recommandations ni de suggestions) qui sont exécutoires au même titre que celles d’un tribunal judiciaire.

Depuis le 1^{er} avril 1998, ses fonctions sont exercées par la section des affaires sociales du Tribunal administratif du Québec (TAQ).

LA CETM NE PEUT AGIR QUE DANS LE CADRE D’UNE AUDIENCE

2. La CETM agit dans le cadre d’audiences tenues conformément aux dispositions du Code criminel, après convocation des parties. Une décision ne peut être révisée, précisée ou modifiée que dans le cadre d’une nouvelle audience, tenue conformément aux dispositions du Code criminel.

PRÉSIDENCE ET PRÉSIDENTS DÉLÉGUÉS

3. La Commission est actuellement présidée par la vice-présidente de la section des affaires sociales du Tribunal administratif du Québec. Celle-ci désigne des présidents délégués, qui doivent obligatoirement être des avocats. Ces derniers président les audiences et ont, dans l’exercice de leurs fonctions, les mêmes pouvoirs et responsabilités que ceux qui sont conférés à la présidente. Ils sont notamment investis des pouvoirs prévus aux articles 4 et 5 de la Loi sur les Enquêtes (S.R.C., c. I-11).

FORMATION D’AU MOINS TROIS MEMBRES

4. La CETM siège toujours en formation d’au moins trois membres dont, obligatoirement, un avocat et un psychiatre. La troisième personne est un autre membre de la section des affaires sociales du TAQ.

FONCTION DE LA CETM

5. La CETM a pour fonction de rendre des décisions concernant les personnes qui font l’objet d’un verdict:

- d'incapacité à subir leur procès;

la CETM doit déterminer si ces personnes sont devenues aptes et, le cas échéant, décider des mesures à prendre pour assurer le maintien de l'aptitude de l'accusé et la protection du public;

- de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux;

la CETM doit se prononcer sur l'importance du risque que ces personnes représentent pour la sécurité du public et, si ce risque est important, décider des mesures à prendre pour assurer la protection du public tout en tenant compte des besoins de l'accusé, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale.

PARTIE 2 – LA PROCÉDURE PRÉALABLE À UNE AUDIENCE

ABSENCE DE PROCÉDURES INTRODUCTIVES D'INSTANCE

6. La CETM est saisie de la cause d'un accusé, par le seul effet de la loi (le Code criminel), dès qu'un verdict d'incapacité à subir un procès ou de non-responsabilité criminelle est rendu par une cour de compétence criminelle.

LES DÉLAIS

La première audience

7. La première audience suivant un verdict de non-responsabilité criminelle ou d'incapacité à subir un procès doit être tenue à l'intérieur des délais suivants :

- a) 45 jours si le tribunal judiciaire n'a pas rendu de décision concernant la remise en liberté ou la détention de l'accusé;
- b) 90 jours dans le cas où le tribunal judiciaire a rendu une décision de cette nature;
- c) tout autre délai de moins de 90 jours que le tribunal judiciaire fixe.

Révisions annuelles

8. Tant que l'accusé n'est pas libéré inconditionnellement ou jugé apte à subir son procès, une révision doit être tenue dans les 12 mois qui suivent la première audience et, par la suite, à l'intérieur de chaque période de 12 mois qui suit une décision de la CETM

Révision à la demande du responsable d'un hôpital

9. La CETM doit tenir une audience dès qu'elle est avisée que le responsable d'un hôpital:

- a procédé, en vertu d'une délégation de pouvoir, à un resserrement important de la liberté d'un accusé;
- demande la révision de la dernière décision rendue.

Révision pour double statut

10. La CETM doit tenir une audience dès qu'elle est avisée qu'un accusé faisant l'objet d'une décision de détention s'est vu imposer une peine d'emprisonnement (les cas de double statut).

Révisions facultatives

11. La CETM peut aussi, en tout temps, tenir une audience à la demande de l'accusé ou d'une autre partie. Elle peut aussi le faire de sa propre initiative.

CONVOCATION D'UN TÉMOIN

12. Une partie peut demander à la CETM de convoquer un témoin par citation à comparaître.

PRODUCTION DE DOCUMENTS

13. Une partie qui désire produire un document doit en faire une copie pour chacune des autres parties. Ces copies doivent être remises aux parties au plus tard au début de l'audience.

ENDROIT OÙ SE TIENNENT LES AUDIENCES

Généralement l'endroit où l'accusé est détenu ou suivi

14. Les audiences se tiennent généralement à l'endroit où l'accusé est détenu ou là où son suivi est effectué. Compte tenu du contexte, cet endroit est habituellement un hôpital. Cette façon de procéder a été notamment adoptée afin de faciliter la présence de l'accusé détenu et celle du personnel clinique et hospitalier.

Il n'y a toutefois aucune obligation de procéder ainsi. La CETM pourrait, si on ne lui fournit pas un local adéquat, décider de tenir les audiences dans une salle d'audience du TAQ, à Montréal ou à Québec, dans un palais de justice ou dans tout autre local, n'importe où dans la province.

Audiences par télécomparution

15. Les audiences peuvent aussi se tenir par télécomparution. Ce procédé exceptionnel est utilisé dans les cas d'urgence ou lorsque, pour des raisons de logistique, il est difficile de tenir les audiences à l'endroit où l'accusé est détenu ou suivi. Le consentement de l'accusé doit être obtenu pour pouvoir procéder de cette façon.

LOCAL OÙ SE TIENT UNE AUDIENCE

Responsabilité de l'hôpital de fournir un local

16. Il appartient à l'établissement où l'audience est tenue de s'assurer qu'un local adéquat soit disponible pour ce faire.

Accessibilité et sécurité du local

17. Ce local doit être facilement accessible à toute personne qui désire s'y rendre. Il doit aussi être sécuritaire, c'est-à-dire que les personnes qui s'y réuniront – membres de la CETM, parties ou témoins – devraient pouvoir le quitter rapidement et en sécurité en cas de danger ou de menaces pour leur intégrité physique.

Aménagement du local

18. Ce local doit être pourvu de chaises pour toutes les personnes présentes. On doit aussi y trouver une table d'une dimension suffisante pour pouvoir y installer le matériel d'enregistrement et pour que les membres de la CETM ainsi que les parties puissent y déposer les différents documents qu'ils utilisent et prendre des notes.

Local pour avocat

19. L'établissement doit aussi mettre à la disposition de l'accusé et de son avocat un local dans lequel ils peuvent s'entretenir confidentiellement. Ce local doit être situé près de celui où se tient l'audience.

PARTIE 3 – LES AUDIENCES

LES PARTIES

Qui sont les parties ?

20. Sont parties à une audience :

- l'accusé;
- le responsable de l'hôpital où l'accusé est détenu ou suivi;
- le procureur général, dès qu'il en fait la demande;
- toute autre personne qui, ayant démontré à la CETM qu'elle possède un intérêt substantiel dans les procédures afin de protéger les intérêts de l'accusé, se voit accorder par la CETM le statut de partie.

Droits des parties

21. Toutes les parties ont le droit:

- d'être convoquées à l'audience; lorsque l'accusé est un adolescent, au sens de la Loi sur les jeunes contrevenants, ses parents doivent aussi être convoqués;
 - le président peut permettre à l'accusé d'être absent pendant la totalité ou une partie de l'audience aux conditions qu'il juge indiquées;
- de présenter des éléments de preuve;
- de faire des observations, oralement ou par écrit;
- d'appeler des témoins;
- de contre-interroger les témoins des autres parties;
- de contre-interroger l'auteur d'un rapport d'évaluation présenté par écrit;
- d'être représentées par un avocat;

En outre,

- une personne inapte à subir son procès doit être représentée par un avocat; si elle n'en a pas, il appartient à la CETM de lui en désigner un;
- lorsque la CETM est d'avis que l'intérêt de la justice exige que l'accusé soit représenté par un avocat et qu'il n'en a pas, elle doit lui en désigner un;
- lorsqu'un adolescent désire obtenir les services d'un avocat et n'y arrive pas, la C.E.TM. :

- a) doit prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec les services d'aide juridique, pour que lui soit désigné un avocat;
 - b) peut et, à la demande de l'adolescent, doit ordonner qu'un avocat lui soit désigné s'il n'a pu en obtenir un par l'intermédiaire des services d'aide juridique;
- lorsqu'un adolescent n'est pas représenté par un avocat, la CETM peut lui permettre, s'il en fait la demande, de se faire assister par un adulte qu'elle juge capable de l'aider et disposé à le faire.

La victime n'est pas une partie

22. Une victime ne peut pas se voir octroyer le statut de partie. Elle peut toutefois rédiger et déposer auprès de la CETM une déclaration écrite qui décrit les dommages ou les pertes qui lui ont été causées par la perpétration de l'infraction par l'accusé. Cette déclaration sera versée au dossier de l'accusé à titre de preuve documentaire.

CARACTÈRE PUBLIC ET ABSENCE DE FORMALISME DES AUDIENCES

Audiences publiques

23. Les audiences sont publiques. Toute personne qui désire y assister a donc le droit de le faire, à moins que la CETM ne décrète le huis clos.

La CETM peut, lorsque les circonstances le justifient, rendre une ordonnance de non-publication.

Absence de formalisme

24. Les audiences sont aussi informelles que possible, compte tenu des circonstances propres à chacune.

L'absence de formalisme ne signifie toutefois pas familiarité, désordre ou manque de respect. Tous les participants doivent se présenter dans une tenue vestimentaire convenable et avoir une conduite digne et respectueuse.

Le président peut exclure toute personne, y compris l'accusé, dont la conduite compromet le bon déroulement de l'audience.

Le président peut aussi exclure l'accusé :

- lorsqu'il estime que sa présence pourrait mettre en danger la vie ou la sécurité d'un tiers ou avoir un effet préjudiciable sur son traitement ou sa guérison;

- pour entendre des éléments de preuve, le contre-interrogatoire des témoins ou des observations orales ou écrites, afin de décider de l'opportunité d'exclure l'accusé au motif que sa présence pourrait mettre en danger la vie ou la sécurité d'un tiers ou avoir un effet préjudiciable sur son traitement ou sa guérison.

ENREGISTREMENT DES AUDIENCES

Enregistrement obligatoire

25. Les audiences sont enregistrées. Il s'agit d'une obligation prévue par la loi. Une partie ne peut donc pas s'opposer à l'enregistrement.

Copie de l'enregistrement

26. Une copie de l'enregistrement peut, sauf dans les cas d'exception prévus par le Code criminel, être obtenue en en faisant la demande auprès du secrétariat du Tribunal administratif du Québec. Des frais sont exigés pour l'obtention de cette copie.

LANGUE DES PROCÉDURES

Français et anglais

27. Les audiences peuvent se dérouler en français ou en anglais.

Droit à un interprète

28. Une partie ou un témoin qui ne peut suivre le déroulement de l'audience, parce qu'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue utilisée, a droit à l'assistance d'un interprète, que ce soit pour le français ou l'anglais ou pour toute autre langue.

Gratuité des services de l'interprète pour l'accusé et certains témoins

29. La CETM fournit gratuitement les services d'un interprète à l'accusé. Ces services sont également gratuits pour les parties ou les témoins qui sont atteints de surdité.

Dans les autres cas, les parties et les témoins doivent assumer les frais de leurs interprètes.

LA PREUVE

Les éléments de preuve

30. La preuve est constituée :

- du rapport psychiatrique du médecin traitant;
- d'un rapport de contre-expertise, le cas échéant;
- de tout autre document utile (rapport ou notes de l'équipe des soins infirmiers, du service social, etc.);
- des témoignages;
- des documents émanant des autorités judiciaires (acte d'accusation, procès-verbal du procès, mandat de dépôt, etc.) et policière (antécédents criminels, précis des faits);
- de l'ensemble des pièces déposées au dossier de l'accusé lors des audiences antérieures, incluant les décisions;
- de la déclaration de la victime.

Absence de présomption de dangerosité

31. On ne peut pas présumer de la dangerosité de l'accusé du seul fait du verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux.

Recherche d'éléments de preuve par la CETM

32. La CETM a l'obligation de rechercher et d'évaluer non seulement les éléments qui justifieraient une restriction de la liberté de l'accusé, mais aussi ceux qui militeraient en faveur de sa libération inconditionnelle ou de sa libération sous réserve de conditions minimales.

Risque important non démontré

33. La CETM, si elle ne peut conclure que l'accusé représente un risque important pour la sécurité du public, doit le libérer sans condition. Elle ne peut pas, en cas de doute concernant ce risque, le maintenir en détention ou le mettre en liberté conditionnelle.

Contenu du rapport psychiatrique

34. La CETM accorde une attention particulière au rapport d'évaluation psychiatrique et d'évolution rédigé par l'équipe traitante. Plus il est complet et bien documenté, mieux il renseigne la CETM, l'accusé et son avocat ainsi que les parties aux procédures. Ce rapport permet de mieux comprendre l'évolution de l'accusé, son état au moment de l'audience et, en conséquence, l'analyse du risque que celui-ci représenterait pour la sécurité du public dans le futur. Il faut donc non seulement prendre en considération l'état de l'accusé au moment de l'audience, mais également tenter d'en prévoir l'évolution.

35. Les éléments suivants devraient donc figurer dans le rapport psychiatrique sur l'état de l'accusé :

- antécédents psychiatriques et état clinique actuel;
- antécédents psychosociaux :
 - environnement social et intégration socioprofessionnelle;
- description du comportement :
 - attitudes et collaboration;
 - réaction aux frustrations, impulsivité, agressivité;
 - antécédents de violence;
 - consommation de drogues ou d'alcool;
- description de l'attitude face à la maladie et au traitement :
 - reconnaissance, compréhension et acceptation de la maladie;
 - fidélité à la médication prescrite;
- plan de soins de l'équipe traitante :
 - plan d'intervention et pronostic;
 - ressources, capacités d'adaptation et autonomie de l'accusé;
 - soutien familial et social;
 - besoins d'encadrement de l'accusé et sa volonté de collaborer à son plan de traitement;
- opinion et recommandations du psychiatre :
 - opinion quant à la dangerosité de l'accusé;
 - recommandations quant aux mesures à mettre en place pour assurer la protection du public et les besoins de l'accusé, notamment en ce qui a trait à sa réinsertion sociale.

LA DÉCISION

Types de décisions que la CETM peut rendre

36. En prenant en considération la nécessité de protéger le public, l'état mental de l'accusé et ses besoins, notamment en ce qui a trait à sa réinsertion sociale, la CETM rend la décision la moins sévère et la moins privative de liberté parmi les suivantes :

- i) la libération sans condition si elle est d'avis que l'accusé ne représente pas un risque important pour la sécurité du public ou si elle ne peut conclure avec certitude qu'il représente un risque important; elle doit donc, en cas de doute quant à l'importance du risque que l'accusé représente, le libérer sans condition;
- ii) la libération conditionnelle, si elle conclut que l'accusé représente toujours un risque important pour la sécurité du public, mais que ce risque sera diminué suffisamment si l'accusé se soumet aux conditions qu'elle estime nécessaire de lui imposer et si elle a des motifs sérieux de croire que l'accusé s'y soumettra effectivement;
- iii) la détention, avec ou sans possibilités de sorties, si elle est d'avis que le risque que l'accusé représente pour la sécurité du public ne peut pas être adéquatement contrôlé si celui-ci vit en liberté dans la collectivité.

Le traitement comme condition de remise en liberté

37. La CETM ne peut pas prescrire de traitement ni ordonner que l'accusé se soumette à un traitement. Elle peut toutefois en faire une condition de remise en liberté ou de sorties, sans accompagnement, hors de l'établissement. Si l'accusé refuse de suivre un traitement, la CETM peut, si elle considère que ce traitement est nécessaire pour assurer la sécurité du public, refuser de libérer l'accusé ou lui interdire toutes sorties.

Délégation de pouvoir

38. La CETM peut aussi déléguer au responsable de l'hôpital le pouvoir d'assouplir ou de resserrer les privations de liberté de l'accusé, et ce, à l'intérieur des limites prévues dans la décision.

Recours par le responsable de l'hôpital au pouvoir délégué

39. Le responsable de l'hôpital qui, en vertu d'une délégation de pouvoir, procède à un resserrement important de la liberté accordée à l'accusé par la CETM, doit inscrire ce fait au dossier de l'accusé, en aviser immédiatement ce dernier et, *si ce resserrement de la privation de liberté dure plus de sept jours, il doit aussi en aviser la CETM*. La Commission devra alors tenir une nouvelle audience le plus rapidement possible.

Copie de la décision remise à la fin de l'audience

40. Une copie de la décision est habituellement remise aux parties à la fin de l'audience. Les motifs sont rédigés par la suite et expédiés aux parties dans les semaines qui suivent. Lorsque la décision écrite n'est pas remise aux parties à la fin de l'audience, elle leur est expédiée dans les jours qui suivent.

Traduction de documents

41. Les parties peuvent demander la traduction, en français ou en anglais, de la décision rendue et des motifs. La CETM paie les coûts de cette traduction.

La CETM n'assume toutefois pas les coûts de traduction des autres documents, par exemple, les rapports psychiatriques et autres (de l'équipe infirmière, du service social), les pièces au dossier, etc.

PARTIE 4 – LA RESPONSABILITÉ DU SUIVI DES DÉCISIONS

LA RESPONSABILITÉ DU SUIVI NE RELÈVE PAS DE LA CETM

42. Il n'appartient pas à la CETM de s'assurer que l'accusé ou une autre des parties se conforme à la décision qu'elle a rendue, car elle serait alors juge et partie.

LA RESPONSABILITÉ DU RESPONSABLE DE L'HÔPITAL

43. Le responsable de l'hôpital où l'accusé est détenu ou suivi a, au premier chef et à travers l'équipe traitante, la responsabilité de s'assurer que l'accusé se conforme à la décision de la CETM.

CE QUE LE RESPONSABLE DE L'HÔPITAL PEUT FAIRE LORSQUE L'ACCUSÉ NE RESPECTE PAS LES CONDITIONS IMPOSÉES

44. Le responsable de l'hôpital qui constate ou qui apprend que l'accusé ne respecte pas les conditions que la CETM lui a imposées devrait, dans un premier temps, évaluer dans quelle mesure la conduite de l'accusé augmente l'importance du risque qu'il représente pour la sécurité du public.

S'il estime que cette conduite aggrave de façon importante et à court terme ce risque, le responsable de l'hôpital peut :

- demander l'intervention des policiers, qui pourront alors agir conformément aux dispositions de l'article 672.91 du Code criminel, c'est-à-dire procéder à l'arrestation, sans mandat, de l'accusé et le conduire devant un juge de paix;

- si la CETM lui a accordé une délégation de pouvoir, resserrer les conditions de liberté de l'accusé à l'intérieur des limites déterminées dans le cadre de cette délégation; si l'accusé ne respecte pas non plus ces nouvelles conditions, il peut demander aux policiers de procéder conformément aux dispositions de l'article 672.91 du Code criminel (voir le paragraphe précédent);
- s'il estime que le risque pour la sécurité du public n'augmentera pas de façon importante à court terme, il peut demander à la CETM de procéder à une révision. Cette révision doit être faite le plus rapidement possible.

PARTIE 5 – AUTRES PROCÉDURES

LE RENVOI DEVANT LE TRIBUNAL, SANS AUDIENCE (SUR DOSSIER), DANS LES CAS D'INAPTITUDE

45. Le président (le terme désigne également les présidents délégués) de la CETM peut, sans tenir d'audience, ordonner le renvoi, devant le tribunal judiciaire, de l'accusé trouvé inapte à subir son procès, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

- l'accusé est devenu apte (un rapport d'évaluation psychiatrique doit être produit);
- l'accusé et le responsable de l'hôpital consentent à ce renvoi;
- la Commission ne prévoit pas tenir d'audience dans un délai raisonnable.

DEMANDE SELON LE FORMULAIRE DE L'ANNEXE 2

46. La demande est faite à la CETM en utilisant les formulaires des annexes 2A et 2B. Cette demande peut être formulée soit par le responsable de l'hôpital, soit par l'accusé ou son avocat.

TRANSFÈREMENTS ENTRE HÔPITAUX

Autorisation préalable de la CETM

47. Tout transfèrement entre hôpitaux doit être préalablement autorisé par la CETM. Une telle autorisation ne peut être donnée qu'à la suite d'une audience le permettant.

Hôpitaux désignés

48. Un transfèrement ne peut être fait que vers un hôpital désigné ⁽¹⁾ (annexe 1).

Pouvoir de la CETM d'ordonner un transfèrement

49. Le transfèrement d'un accusé dans un hôpital désigné peut être ordonné, en tout temps, par la CETM, qui tient alors compte de l'intérêt de l'accusé et du niveau de risque qu'il représente pour la société.

TRANSFÈREMENTS INTERPROVINCIAUX

Motifs - recommandation de la CETM - autorisation du procureur général

50. Un accusé peut, à des fins de réinsertion sociale, de guérison, de garde ou de traitement, être transféré dans une autre province. Ce transfèrement doit toutefois être recommandé par la CETM et autorisé au préalable par le procureur général du Québec et celui de la province dans laquelle on souhaite le transférer.

Démarches de la partie qui demande le transfèrement

51. La partie qui demande le transfèrement doit soumettre à la CETM les raisons qui, selon elle, le justifient. Elle doit aussi, si la CETM recommande le transfèrement, faire elle-même les démarches nécessaires auprès du procureur général du Québec, en communiquant avec la Direction générale des affaires criminelles et pénales, ministère de la Justice du Québec, 1200 route de l'Église, Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1, à qui elle donnera les renseignements suivants :

- les raisons pour lesquelles le transfèrement serait de nature à faciliter la réinsertion sociale ou le traitement de l'accusé;
- l'endroit où l'accusé résidera si le transfert est autorisé;
- le nom de l'hôpital où il sera suivi;
- le nom du médecin qui assurera le suivi (s'il est connu);

⁽¹⁾ Voir l'encart au verso de la page couverture de ce guide pour la mise à jour de la liste des hôpitaux désignés.

- tout autre renseignement demandé par le procureur général du Québec et celui de la province dans laquelle le transfèrement serait effectué.

Collaborateurs dans la province où le transfèrement s'effectuerait

52. La partie qui veut faire progresser le dossier a tout intérêt à s'assurer de la collaboration, dans la province où le transfèrement s'effectuerait, de personnes qui peuvent fournir l'information demandée ou s'assurer que celle-ci soit fournie.

TRANSFÈREMENTS INTERNATIONAUX

Absence de procédure

53. Il n'existe pas de procédure concernant le transfèrement d'un accusé hors du Canada.

POSSIBILITÉ POUR UN ACCUSÉ DE QUITTER LE QUÉBEC POUR UNE PÉRIODE DÉFINIE

Droit et restrictions à ce droit

54. Un accusé a le droit de se déplacer partout dans le pays, et même d'en sortir, à moins que cela lui soit expressément interdit par une décision de la CETM ou que, ce faisant, il se place dans une situation qui l'empêcherait de respecter l'une des conditions imposées par la CETM.

Désaccord entre l'accusé et l'équipe traitante

55. Le responsable de l'hôpital qui aurait des raisons sérieuses de s'opposer au projet d'un accusé qui est sous sa responsabilité de se déplacer, que ce soit hors de sa région de résidence ou hors du Québec, peut agir de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- en cas de délégation de pouvoir de la part de la CETM, il peut restreindre le droit de l'accusé de se déplacer;
- s'il n'y a pas eu délégation de pouvoir, il doit demander à la CETM de tenir une audience et de se prononcer sur la question; il lui appartient alors, dans le cadre de l'audience, de formuler ses objections.

APPEL D'UNE DÉCISION DE LA CETM

Cour d'appel du Québec

56. Une partie qui n'est pas satisfaite d'une décision rendue par la CETM peut interjeter appel devant la Cour d'appel du Québec.

LES HÔPITAUX DÉSIGNÉS

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 98-11 DU 2 JUILLET 1998

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants (L.C. (1991), c. 43, articles 4, 33)

CONCERNANT la liste des lieux désignés pour la garde, le traitement ou l'évaluation des adultes et des adolescents, prévue par le Code criminel et la Loi sur les jeunes contrevenants ;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 672.1 du Code criminel, introduit par l'article 4 de la Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants (L.C. (1991), c. 43), le ministre de la Santé et des Services sociaux doit désigner des lieux dans la province en vue de la garde, du traitement ou de l'évaluation d'un accusé visé par une décision ou une ordonnance d'évaluation ou de placement;

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe (11) de l'article 13.2 de la Loi sur les jeunes contrevenants introduit par l'article 33 de la Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants (L.C. (1991), C. 43), le ministre de la Santé et des Services sociaux doit désigner des hôpitaux dans la province en vue de la garde, du traitement et de l'évaluation des adolescents;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, par le ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE la garde, le traitement ou l'évaluation d'un accusé visé par une décision ou une ordonnance d'évaluation ou de placement, au sens de l'article 672.1 du Code criminel, soient confiés aux établissements suivants :

- | | |
|--------------------|---|
| RÉGION 01 – | BAS-ST-LAURENT
Centre hospitalier régional de Rimouski |
| RÉGION 02 – | SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN
Complexe hospitalier de la Sagamie |
| RÉGION 03 - | QUÉBEC
Centre hospitalier Robert-Giffard |
| RÉGION 04 - | MAURICIE - CENTRE-DU-QUÉBEC
Centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie |

- RÉGION 05 - ESTRIE**
Centre universitaire de santé de l'Estrie
- RÉGION 06 - MONTRÉAL-CENTRE**
Hôpital Douglas
Hôpital Louis-H.-Lafontaine
Institut Philippe Pinel de Montréal (examens portant sur la responsabilité criminelle)
Hôpital Rivière-des-Prairies
Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal
Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Hôpital général du Lakeshore
Centre hospitalier de St. Mary
L'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis
Hôpital Jean-Talon
Hôpital Sainte-Justine
Centre hospitalier Fleury
Centre de santé de l'Université McGill
- RÉGION 07 - OUTAOUAIS**
La corporation du centre hospitalier Pierre-Janet
- RÉGION 08 - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**
Centre hospitalier Malartic (évaluation, traitement et garde)
Centre hospitalier La Sarre (évaluation et traitement)
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos (évaluation et traitement)
Centre hospitalier Rouyn-Noranda (évaluation et traitement)
- RÉGION 09 - CÔTE-NORD**
Centre hospitalier régional Baie-Comeau
Centre hospitalier régional de Sept-Îles
- RÉGION 10 - NORD-DU-QUÉBEC**
Établissements désignés des régions de l'Abitibi-Témiscamingue (08) et du Saguenay - Lac-Saint-Jean (02)
- RÉGION 11 - GASPÉSIE - ILES-DE-LA-MADELEINE**
Centre hospitalier de Gaspé (évaluation, traitement et garde)
Centre hospitalier de l'Archipel (évaluation et traitement)
Centre hospitalier de Chandler (évaluation et traitement)
Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs (évaluation et traitement)
Corporation de l'hôpital des Monts (évaluation et traitement)

- RÉGION 12 - CHAUDIÈRE-APPALACHES**
Centre hospitalier Robert-Giffard (évaluation, traitement et garde)
Centre hospitalier de la région de l'Amiante (évaluation et traitement)
Centre hospitalier Beauce-Etchemin (évaluation et traitement)
Hôtel-Dieu de Montmagny (évaluation et traitement)
Hôtel-Dieu de Lévis (évaluation et traitement)
- RÉGION 13 - LAVAL**
Cité de la Santé de Laval
- RÉGION 14 - LANAUDIÈRE**
Centre hospitalier régional Delanaudière
Centre hospitalier Le Gardeur
- RÉGION 15 - LAURENTIDES**
Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme
Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle
- RÉGION 16 - MONTÉRÉGIE**
Centre hospitalier Anna-Laberge
Centre hospitalier de Granby
Centre hospitalier régional du Suroît
Réseau santé Richelieu-Yamaska
Centre hospitalier Pierre-Boucher
Hôpital Charles Le Moyne
Hôpital du Haut-Richelieu
Hôtel-Dieu de Sorel

QUE la garde, le traitement ou l'évaluation des adolescents, au sens de l'article 13.2 de la Loi sur les jeunes contrevenants, soient confiés aux établissements suivants :

Institut Philippe Pinel de Montréal
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec

[signé par Jean Rochon]
Le ministre de la Santé et des
Services sociaux

ANNEXE 2A

Renvoi devant le tribunal d'un accusé ayant fait l'objet d'un verdict d'inaptitude à subir son procès pour cause de troubles mentaux.

CONSENTEMENT DE L'ACCUSÉ ET DE SON PROCUREUR

Nom de famille de l'accusé

Prénom de l'accusé

Je déclare, par la présente, avoir pris connaissance du rapport d'évaluation de mon médecin traitant et être d'accord avec sa recommandation quant à mon aptitude à subir mon procès. Par conséquent, je consens à ce que la Commission d'examen des troubles mentaux émette une ordonnance de renvoi devant le tribunal judiciaire par décision du président, et ce sans audience, selon les dispositions de l'article 672.48 (3) du Code criminel. Je suis conscient que c'est le tribunal qui, en dernier lieu, décidera de mon aptitude à subir mon procès, et que je devrai demeurer à l'hôpital jusqu'à la date de ma comparution.

J'ai signé à _____, le _____ 20 ____

Signature de l'accusé

Signature du procureur

ANNEXE 2B

Renvoi devant le tribunal d'un accusé ayant fait l'objet d'un verdict d'incapacité à subir son procès pour cause de troubles mentaux.

CONSENTEMENT DU RESPONSABLE DE L'HÔPITAL

Nom du responsable de l'hôpital

En tant que responsable de l'hôpital, je consens à ce que la Commission d'examen des troubles mentaux procède dans le dossier de _____
(Nom de l'accusé)
en émettant une ordonnance de renvoi devant le tribunal judiciaire par décision du président, et ce sans audience, selon les dispositions de l'article 672.48(3) du Code criminel. J'ai pris connaissance du rapport d'évaluation du médecin traitant et j'entérine sa recommandation.

J'ai signé à _____, le _____ 20 ____

Signature du responsable de l'hôpital

Titre